

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Informatics Professional Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN869-150202/A	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client 20150202	Date 2015-01-28
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-633-28229	
File No. - N° de dossier 633el.EN869-150202	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-02-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mentor, Michel	Buyer Id - Id de l'acheteur 633el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0230 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**MODIFICATION N° 008 DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER
DEMANDE DE PROPOSITIONS N° EN869-150202/A**

La présente modification n° 008 vise à fournir des réponses aux questions reçues de soumissionnaires éventuels.

Q1. Référence : La question 16 de la modification n° 003 est formulée comme suit :
« Pouvez-vous confirmer que seuls des contrats uniques et distincts peuvent servir de “référence contractuelle”? Plutôt que de faire référence à un certain nombre d'autorisations de tâche ou de bons de commande dans le cadre d'un seul contrat-cadre, cette façon de faire garantira que l'État a la preuve de l'étendue de l'expérience des fournisseurs. »

La réponse à cette question est la suivante : « Une autorisation de tâche peut être utilisée comme « référence contractuelle » tant et aussi longtemps que le numéro de référence du contrat associé à cette autorisation de tâche est fourni. »

Cette réponse complique les critères C2 à C6. Nous avons deux questions concernant la question et la réponse 16 de la modification n° 003.

Question A : L'État n'a jamais répondu clairement à cette question. La réponse fournie ne précise pas si l'État considère qu'une autorisation de tâche constitue un contrat unique et distinct, car il demande de fournir les numéros de référence de contrat associés aux autorisations de tâche. Ce point est abordé dans la question et la réponse 9 de la modification n° 005, mais aucune réponse claire n'est fournie.

L'État peut-il fournir une réponse négative ou affirmative claire à la question suivante sans faire référence à une réponse précédente donnée dans les modifications n°s 1 à 5 : Les autorisations de tâches peuvent-elles servir de références contractuelles *distinctes* pour les critères C2 à C6, qu'elles soient associées ou non au même numéro de référence du contrat?

Question B : Référence : La réponse 9 de la modification n° 005, est formulée comme suit : « Si un contrat concerne plusieurs systèmes, un point sera accordé pour chaque système. » Cette réponse n'est pas claire, car on ignore si l'utilisation d'autorisations de tâches à titre de contrat « distinct » permettra d'obtenir quatre points (car cette question n'a jamais été abordée dans la question et la réponse 16 de la modification n° 003). Par exemple :

Si un contrat comprend 5 autorisations de tâches couvrant les systèmes indiqués dans les critères C2 à C6, est-ce que 20 points seront accordés (4 points pour chaque autorisation de tâches présentée pour les critères C2 à C6) ou est-ce que 4 points seront accordés au total, même si l'autorisation de tâche démontre l'expérience acquise avec chaque système indiqué dans les critères C2 à C6?

L'État peut-il fournir une réponse négative ou affirmative claire à la question suivante sans faire référence à une réponse précédente donnée dans les modifications n°s 1 à 5 : Dans le cas d'un contrat comprenant plusieurs autorisations de tâches, est-ce que 4 points seraient

accordés PAR AUTORISATION DE TÂCHES, dans la mesure où l'autorisation de tâche démontre l'expérience acquise avec chaque système indiqué dans les critères C2 à C6?

R1. Réponse A

Une autorisation de tâches est un outil administratif qui permet à TPSGC ou à un client d'autoriser les travaux exécutés par un entrepreneur, au besoin, conformément aux modalités du contrat visé. Il ne s'agit pas d'un contrat individuel.

De plus, comme il est indiqué aux présentes, chaque autorisation de tâche exécutée dans le cadre d'un même contrat ne serait pas considérée comme un contrat différent, mais plutôt comme faisant partie d'un contrat unique.

Réponse B

Des AT multiples qui démontre l'expérience avec l'un des systèmes indiqués dans les critères C2 à C6 et ce, sous un seul contrat, permettrait d'atteindre un total de 4 points. Reportez-vous également à la réponse ci-dessus.

Q2. Pour ce qui est des critères O2 et C1, l'État accepterait-il les ressources comprises dans la catégorie de ressources précisée ou une catégorie semblable peu importe le niveau? La majorité des entrepreneurs travaillant dans le cadre d'un contrat avec le gouvernement fédéral sont expérimentés, peu importe qu'ils soient classés dans le niveau 1, 2 ou 3, notamment dans une catégorie comme celle des développeurs Web, pour laquelle l'État exigerait que les candidats possèdent de l'expérience relative à la normalisation des sites, à la Boîte à outils de l'expérience Web et à d'autres normes gouvernementales. À défaut de posséder une vaste expérience, ils ne se qualifieraient pas pour répondre aux besoins rigoureux associés aux exigences du gouvernement fédéral. Il y a donc peu de différences entre une ressource de niveau 1 et de niveau 3.

R2. Conformément au critère O2, le plus important pour le Canada est que le soumissionnaire démontre que, pour chaque catégorie, au moins 50 % des tâches ont été exécutées, comme il est indiqué dans la section 4 – Tâches de l'Annexe A – Énoncé des travaux.

Q3. La question 2 de la modification n° 006 est restée sans réponse. L'État a simplement fait référence à la modification n° 005, ce qui ne répond pas à la question. Pour démontrer l'expérience d'une catégorie de ressources, peut-on utiliser deux contrats différents dont les périodes de 24 mois indiquées dans chaque contrat sont différentes? Par exemple, la période de 24 mois du contrat 1 s'échelonne de janvier 2011 à décembre 2012 et celle du contrat 2, de janvier 2013 à décembre 2014. Pour le contrat 1 et le contrat 2, 220 jours ont été facturés pour les services du concepteur d'architectures d'applications. Ces deux contrats ensemble permettraient donc de répondre aux exigences de cette catégorie indiquées dans le critère O2. L'État convient-il que, dans cet exemple, les exigences sont respectées?

-
- R3. Non. L'expérience acquise dans chaque catégorie doit être démontrée à l'aide d'un seul contrat. L'un ou l'autre des dix contrats peut être utilisé pour démontrer l'expérience acquise dans chacune des catégories.*
- Q4. Comme une réponse n'a pas été donnée pour chaque question et que la foire aux questions est très ambiguë, l'État pourrait-il répondre à toutes les questions, puis reporter la date limite de deux semaines afin de permettre aux entreprises d'analyser leurs contrats et de présenter une demande de propositions concurrentielle pour la présente invitation à soumissionner?**
- R4. L'État ne reportera pas la date de clôture de la présente invitation à soumissionner.*

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.